

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

AVIS 46.755/2  
DU 22 JUIN 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 27 mai 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions diverses en matière de Justice (II)", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

## Chapitre 1 - Modifications diverses de droit pénal et de procédure pénale

### Section II - Modifications au Code d'instruction criminelle

#### Article 3

1. Plutôt que de réécrire entièrement le paragraphe 4, mieux vaut remplacer uniquement les mots "de l'audition", par les mots "des parties additionnelles de l'audition qu'ils désignent".

2. Selon le commentaire de l'article,

"à la demande du juge d'instruction, du procureur du Roi, de la personne entendue ou des parties au procès, la retranscription intégrale et littérale n'est faite que des parties additionnelles de l'audition qu'ils désignent, et qui manquent dans le procès-verbal".

Le procès-verbal est celui que dresse de l'audition le procureur du Roi ou le juge d'instruction, dans lequel il reprend les principaux éléments de l'entretien et éventuellement une retranscription des passages les plus significatifs (article 112ter, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle).

Le Conseil d'État suppose que l'intention de l'auteur de l'avant-projet a été de prévoir que les personnes visées à l'articles 112ter, § 4, peuvent se limiter à demander une retranscription intégrale et littérale de certains passages seulement de l'audition et non de leur interdire, si elles le souhaitent, de demander une retranscription intégrale et littérale de toutes les parties de l'audition qui n'ont pas déjà été transcrites dans le procès-verbal mentionné à l'article 112ter, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

Cela doit apparaître plus clairement du texte en projet.

.../...

#### Article 4

1. Plutôt que de réécrire entièrement l'article 136ter, § 2, du Code d'instruction criminelle, mieux vaut seulement remplacer les mots "Sur requête de l'inculpé" par les mots "À la demande de l'inculpé, par une requête déposée au greffe de la cour d'appel".

2. Le texte en projet prévoit à l'article 136ter, § 2, du Code d'instruction criminelle que l'inculpé doit déposer sa requête au greffe de la Cour d'appel. La règle se comprend puisque cette requête relève de la compétence de la chambre des mises en accusation. Il appartient toutefois à l'auteur de l'avant-projet d'apprécier si la requête ne peut pas être aussi adressée au greffe <sup>1</sup> ou s'il est nécessaire que l'avocat de l'inculpé détenu préventivement se déplace au greffe de la Cour d'appel.

#### Article 5

Le texte en projet modifie l'article 146 du Code d'instruction criminelle en insérant un alinéa entre les alinéas 2 et 3 de cette disposition, permettant de réduire jusqu'à trois jours le délai entre la citation et la comparution devant le tribunal de police lorsque l'inculpé ou l'un des inculpés est détenu préventivement.

Cette réforme étend aux tribunaux de police une règle qui existe déjà pour les tribunaux correctionnels. La réforme n'appelle aucune observation sur ce point.

Toutefois, le Conseil d'État se demande si le dernier alinéa de l'article 146 précité prévoyant l'abréviation des délais "dans les cas urgents" se justifie encore dès lors que l'hypothèse où l'inculpé est détenu préventivement reçoit grâce à l'avant-projet une solution adéquate. En effet, l'intérêt de l'abréviation des délais de citation doit être comparé au droit pour l'inculpé de disposer du temps et des facilités pour préparer sa défense qui est reconnu par l'article 6, § 3, b), de la Convention européenne des droits de

---

<sup>(1)</sup> Voir ainsi les articles 61ter, § 2, 61quater, § 2 et 61quinquies, § 2, du Code d'instruction criminelle.

l'homme. Lorsque l'inculpé est détenu préventivement, il y a un intérêt évident à ce que la procédure de jugement ne soit pas retardée sans raison suffisante. En outre, dans ce cas, l'inculpé a eu accès au dossier dans le cadre de la procédure de détention préventive.

### Article 7

#### 1. Le commentaire de l'article explique que

"L'augmentation du délai d'opposition précitée ne sera par conséquent réservée qu'aux personnes auxquelles la décision par défaut avait été signifiée à personne ou qui avaient eu connaissance de la signification de la décision par défaut durant leur incarcération à l'étranger ou moins de 15 jours avant celle-ci".

La référence à la signification à personne semble impliquer que le délai ordinaire d'opposition serait lui aussi augmenté lorsque la signification a été faite, en parlant à personne, à une personne incarcérée à l'étranger ou moins de quinze jours avant cette incarcération. Or, le texte en projet ne concerne pas le délai ordinaire d'opposition.

Cette contradiction doit être levée.

### Section III - Modification de l'article 4, § 2, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation

### Article 8

Même si le texte en projet n'a pas cet objet, le Conseil d'État observe que le mot "opposition" utilisé par la version actuelle de l'article 4, § 2, tant à l'alinéa 1<sup>er</sup> qu'à l'alinéa 2, est inapproprié lorsqu'il s'applique à l'appel formé à l'encontre d'une décision prononcée contradictoirement et qu'il a pour effet de porter la décision attaquée à la censure de la juridiction supérieure. Le mot "opposition" ne peut viser que le recours formé à l'encontre de la décision prononcée par défaut.

L'auteur de l'avant-projet est invité à examiner la possibilité de saisir l'occasion de la réforme proposée pour adapter également la terminologie actuelle.

Section V - L'aide financières aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels

Article 10

L'article 31, 2/, en projet de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres dispose que la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels peut octroyer une aide financière "aux successibles au sens de l'article 731 du Code civil, jusqu'au deuxième degré".

La seule référence à l'article 731 du Code civil signifie qu'il n'y a pas de référence au mécanisme de la représentation prévue aux articles 739 et suivants du Code civil.

Article 11

1. L'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, 3/, alinéa 2, *in fine*, dispose que l'aide peut également être demandée <sup>2</sup> lorsqu'un délai d'un an minimum s'est écoulé depuis le dépôt de la plainte, l'acquisition de la qualité de personne lésée ou la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu.

La question se pose de savoir ce qu'il adviendra si l'information ou l'instruction débouche sur une décision d'une juridiction d'instruction ou de fond constatant qu'il n'y a pas d'infraction ou que l'infraction n'est pas intentionnelle.

2.1. L'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, 3/, alinéa 3, en projet dispose :

"Lorsque l'auteur est connu, le requérant doit tenter d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil."

---

<sup>(2)</sup> Le mot "demandée" ne correspond pas à la phrase introductive de l'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, qui dispose que l'aide financière peut être "octroyée aux conditions suivantes". Le texte sera adapté en conséquence.

2.2. Il ne suffit donc pas que la victime ait déposé plainte ou ait acquis la qualité de personne lésée, comme dans l'hypothèse où l'auteur de l'acte intentionnel de violence est inconnu.

2.3. Il est cependant des hypothèses où, bien que l'auteur de l'acte intentionnel de violence soit connu, l'exercice de l'action civile devant la juridiction pénale ne sera pas possible. En effet, si l'action publique est irrecevable ou éteinte (notamment suite au décès de l'auteur des faits, à la prescription, au paiement d'une transaction, à l'amnistie), aucune constitution de partie civile n'est possible. Si l'auteur des faits est mineur d'âge, une constitution de partie civile par voie d'action n'est pas possible. L'intention de l'auteur de l'avant-projet est-elle, dans tout ou partie de ces cas <sup>3</sup>, d'obliger la victime à introduire une action devant les juridictions civiles? Dans l'hypothèse où l'auteur de l'acte intentionnel de violence est décédé et où ses héritiers renoncent à la succession, une action devant les juridictions civiles sera, elle aussi, vouée à l'échec <sup>4</sup>.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de régler ces questions <sup>5</sup>.

3.1. L'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, 4/, en projet, dispose que le délai de trois ans dans lequel la demande d'aide doit être introduite "prend cours, selon le cas, à partir du jour de la première décision de classement sans suite, du jour où la juridiction d'instruction a prononcé sa décision, du jour où une décision définitive a été prononcée sur l'action publique, du jour où une décision définitive sur les intérêts civils a été prononcée par la juridiction répressive postérieurement à la décision sur l'action publique, ou du jour où une décision définitive sur l'imputabilité ou l'indemnisation du dommage a été prononcée par une juridiction civile". L'article 34, alinéa 3, premier tiret, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 précitée, tel que modifié par l'avant-projet, impose de joindre à la requête, "une copie, selon le cas, de la plainte, de la décision de classement sans suite pour auteur inconnu, de

---

(3) Si l'action publique est éteinte par transaction, la question ne se pose plus puisque la transaction suppose l'indemnisation préalable de la victime.

(4) Voir l'arrêt n/ 186.995 du 13 octobre 2008, Rommel, du Conseil d'État qui pose à ce sujet une question à la Cour constitutionnelle.

(5) Même si certaines d'entre-elles semblent avoir trouvé une solution dans la jurisprudence de la commission, notamment par le recours à la notion de force majeure lorsqu'une décision définitive sur l'action publique n'a pu être rendue pour des raisons indépendantes de la volonté du requérant.

la décision de la juridiction d'instruction, de la décision judiciaire définitive statuant sur l'action publique, de la décision postérieure statuant sur les intérêts civils et de la décision de la juridiction civile".

On peut en déduire que l'existence de ces décisions est une condition d'octroi de l'aide financière, plus précisément une condition de recevabilité de la demande. Si telle est bien l'intention de l'auteur de l'avant-projet, il convient de le prévoir expressément et non, implicitement, via la question de la prise de cours du délai de trois ans dans lequel la demande d'aide doit être introduite et celle des pièces à joindre à la requête.

L'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, 4/, en projet, doit en outre être articulé avec l'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, 3/, alinéa 2, *in fine*, en projet, en ce qui concerne le délai d'un an prévu à l'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, 3/, alinéa 2, et le délai de trois ans visé à l'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, 4/.

3.2. L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que faire de l'existence d'une décision judiciaire définitive se prononçant sur les intérêts civils, une condition de recevabilité de la demande contredit l'article 33*bis* de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 précitée qui dispose, en sa première phrase, que l'aide peut également être octroyée lorsqu'aucune décision judiciaire définitive sur les intérêts civils n'est intervenue. Il devra également être tenu compte des assouplissements qui pourraient être apportés à la règle compte tenu de l'observation n/ 2 ci-dessus.

3.3. Enfin, l'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, 4/, et l'article 34, alinéa 2, premier tiret, visent les décisions définitives des juridictions de fond. La décision étant définitive dès son prononcé, est-ce à dire que l'incidence des recours n'est pas prise en considération ? Qu'advient-il, si en appel la décision est réformée, par exemple quant à l'existence de l'infraction ou quant à son caractère intentionnel ?

3.4. En conclusion l'avant-projet et le commentaire des articles doivent être revus afin de rencontrer les interrogations soulevées ci-dessus.

.../...

### Article 12

Il résulte du commentaire des articles que la modification proposée n'a pas pour but de modifier la règle quant au fond, à savoir que la commission peut prendre en compte le comportement de la victime, mais de procéder à une simple adaptation terminologique. En effet, le texte actuel vise le "comportement du requérant". Or, le requérant peut ne pas être la victime, notamment lorsque celle-ci est décédée.

Il suffisait, pour atteindre cet objectif, de remplacer le mot "requérant" par le mot "victime".

Les adaptations finalement proposées, qui ne sont pas identiques dans les versions française et néerlandaise, ne sont pas claires et semblent impliquer qu'il faudrait prendre en compte également l'attitude du requérant lorsque celui-ci n'est pas la victime.

L'avant-projet et l'exposé des motifs seront modifiés afin de traduire au mieux l'intention de l'auteur de l'avant-projet.

### Article 13

Au b), il y a lieu d'insérer, dans le texte nouveau, les mots "et, le cas échéant," avant les mots "de la décision [...]".

## Section VI - Modification de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive

### Article 14

Plutôt que de réécrire entièrement l'alinéa 1<sup>er</sup>, mieux vaut remplacer uniquement les mots "sur requête adressée par l'inculpé à la chambre du conseil" par les mots "par la chambre du conseil sur requête déposée par l'inculpé au greffe de la chambre du conseil".

## Chapitre 2 - Modifications diverses de droit civil et de droit international privé

### Section III - Filiation

#### Article 18

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 2006 modifiant les dispositions du Code civil relatives à l'établissement de la filiation et aux effets de celle-ci a modifié le processus de reconnaissance d'un enfant adultérin *a patre* et remplacé la procédure d'homologation de la reconnaissance par une information du conjoint (article 319*bis*, alinéa 2 du Code civil). Compte tenu des problèmes que suscite - singulièrement chez les officiers de l'état civil - l'application immédiate de cette nouvelle règle, aux reconnaissances effectuées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2007 (date d'entrée en vigueur de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2006 précitée) et non encore homologuées à cette date, l'article 18 de l'avant-projet complète l'article 25 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2006 (modifié par l'article 372 de la loi du 27 décembre 2006) en ajoutant un paragraphe stipulant (sous la réserve de ce que prévoit l'article 19 de la loi en projet) que "l'ancien article 319*bis* du Code civil, tel qu'applicable avant l'entrée en vigueur de la présente loi, reste applicable aux reconnaissances qui ont été effectuées avant l'entrée en vigueur de la présente loi", le commentaire de cet article ajoutant que "le déclarant dispose également de la possibilité de faire une nouvelle reconnaissance s'il ne souhaite pas avoir recours à la procédure d'homologation. Pour cette nouvelle reconnaissance, la nouvelle législation est d'application". Si telle est la volonté du législateur, il serait préférable de prévoir cette possibilité <sup>6</sup> dans le paragraphe ainsi projeté.

#### Article 20

Cet article fait entrer en vigueur la section III du chapitre 2 "le jour qui suit la publication de la présente loi au Moniteur belge".

Le Conseil d'État n'aperçoit cependant pas la nécessité d'un délai aussi court entre la publication de la loi et son entrée en vigueur.

---

<sup>(6)</sup> Il ne peut s'agir que d'une faculté offerte au déclarant dans la mesure où les conditions de la reconnaissance pourraient varier d'un système à l'autre.

### Chapitre 3 - Modifications diverses de droit judiciaire et de droit commercial

#### Section I - Modifications du Code judiciaire concernant l'expertise judiciaire

##### Observation préliminaire

Dès l'entrée en vigueur de la loi du 15 mai 2007 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise et rétablissant l'article 509<sup>quater</sup> du Code pénal, celle-ci a présenté des lacunes et suscité des difficultés (mise en œuvre automatique de l'expertise, nécessité d'une réunion d'installation sauf dérogation du juge "avec l'accord des parties", incertitude quant à la nature juridique des décisions prises par le juge pendant l'expertise et par voie de conséquence incertitude concernant les recours; problématique des frais et honoraires des experts, etc.). Tout en préservant les acquis de la réforme (caractère subsidiaire de l'expertise, rôle actif accentué du juge, respect des délais, etc.), cet avant-projet de loi a pour objet de remédier à ces difficultés suscitées par cette loi nouvelle.

##### Article 21

L'ancien article 964 du Code judiciaire (abrogé par la loi du 15 mai 2007 précitée) disposait notamment que, "si lors du jugement qui ordonne l'expertise, les parties se sont accordées pour nommer l'expert, le juge décrète leur accord". À l'époque cette abrogation se justifiait dans la perspective - non réalisée - de l'établissement de listes d'experts mais les textes relatifs à la récusation des experts continuaient à faire référence à l'hypothèse d'un expert choisi par les parties (articles 968 et 971, *in fine*, du Code judiciaire). Le texte projeté remédie ainsi aux difficultés d'interprétation suscitées par l'abrogation de l'article 964 du Code judiciaire et précise de manière équilibrée le rôle respectif des parties et du juge, lequel conserve un pouvoir d'appréciation en ce sens qu'il peut déroger au choix des parties par une décision motivée.

### Article 22

1. Ainsi que l'exposent Messieurs Mougenot et Mignolet, les décisions émaillant le déroulement de l'expertise peuvent être tantôt des jugements tantôt des mesures d'ordre, lesquelles sont insusceptibles d'opposition ou d'appel (article 1046 du Code judiciaire) mais, en raison des difficultés d'application d'un tel critère général, le mieux est de limiter au maximum le contentieux susceptible de surgir au cours de la procédure d'expertise elle-même en partant de l'idée que, si l'on examine les différentes catégories de mesures susceptibles d'être prises au cours de l'expertise, il pourrait être considéré que les décisions relatives à la récusation de l'expert (article 971 du Code judiciaire), à son remplacement (article 979 du Code judiciaire), à la détermination de la partie tenue de consigner la provision et dans quel délai, ou à la taxation de ces frais et honoraires (articles 987, alinéa 1<sup>er</sup>, et 991 du Code judiciaire) peuvent être considérés, en règle, comme des jugements susceptibles d'appel, du moins par les parties <sup>7 8</sup>.

L'article 963, § 1<sup>er</sup>, en projet, s'inscrit dans le sens de ces suggestions équilibrées et susceptibles d'éviter des retards inutiles dans le déroulement de la procédure.

L'article 963, § 2, en projet, concerne les décisions qui restent susceptibles de recours ordinaire, lesquelles sont de plein droit exécutoires par provision (ce qui est conforme à l'article 1496 du Code judiciaire, aux termes duquel "l'exécution provisoire est de droit lorsqu'un jugement prescrit une mesure d'instruction et pour ce qui concerne celle-ci"). De plus, l'effet dévolutif de l'appel ne s'applique pas dans une telle circonstance, de telle sorte que l'appel formé contre de telles décisions "ne saisit pas du fond du litige le juge d'appel", seul l'incident lui étant soumis, le litige au fond se poursuivant alors devant le premier juge <sup>9</sup>.

(7) D. MOUGENOT et O. MIGNOLET, La loi du 15 mai 2007 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise et rétablissant l'article 509<sup>quater</sup> du Code pénal. Évaluation de la loi et propositions de modifications, in P. VAN ORSHOVEN et B. MAES (éd.), *Les lois de procédure de 2007*, Die Keure, 2009, pp. 266-269, n<sup>os</sup> 89 à 94.

(8) Sur la position procédurale de l'expert et son intérêt à agir dans le cadre d'une voie de recours, voir D. MOUGENOT et O. MIGNOLET, *loc. cit.*, n/ 93, p. 268 et les références citées.

(9) Voir déjà en ce sens, en matière de règlement collectif de dettes, l'article 1675/14, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire.

Au plan formel, la disposition appelle les observations suivantes :

- au paragraphe 1<sup>er</sup>, il y a lieu d'écrire : "à l'exception des décisions rendues conformément aux articles [...]";
- au paragraphe 2, il semble plus conforme à l'esprit du texte de rédiger la première phrase comme suit :

"Les décisions qui restent susceptibles d'un recours ordinaire en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup> sont exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel".

- le libellé de la seconde phrase du paragraphe 2, suivant lequel "l'appel formé contre ces décisions ne saisit pas du fond du litige le juge d'appel", pourrait être plus nuancé car d'autres aspects procéduraux peuvent demeurer pendants devant le juge du premier degré, qui n'est pas dessaisi par cet appel; ainsi, on pourrait prévoir que "l'appel formé contre ces décisions ne saisit pas le juge d'appel des autres aspects du litige".

2. De même que l'avant-projet fait figurer parmi les dispositions générales l'article 963, en projet, relatif aux voies de recours contre les décisions réglant le déroulement de la procédure d'expertise, il est permis de se demander si, afin d'améliorer la lisibilité des textes et la bonne utilisation de ceux-ci, il n'y aurait pas lieu de faire figurer dans une autre disposition générale (située avant la précédente), l'article 973, § 2 actuel, réglant, sous la réserve de dérogations prévues par un texte spécial <sup>10</sup>, la procédure en cas de contestation relative à l'expertise survenue au cours de celle-ci, tout en y regroupant toutes les règles relatives aux notifications (au sens large) entre les acteurs (greffe, expert, parties et conseils).

---

<sup>(10)</sup> Voir aussi dans l'avant-projet les articles 974, § 2, et 979, § 1<sup>er</sup>, en projet.

### Article 24

1. Ce texte, substantiellement modifié, assouplit l'automatisme dans la notification de la décision ordonnant l'expertise, maintient la réunion d'installation (densifiée : possibilité de la tenir sur place; documents remis par les parties à l'expert en principe huit jours avant la réunion d'installation et, à défaut, au début des travaux <sup>11</sup> si le juge l'estime nécessaire ou si toutes les parties en font la demande <sup>12 13</sup>), réglemente de manière précise la situation en l'absence de réunion d'installation et facilite le règlement de divers incidents.

2. L'article 972, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est complété par les mots "sauf si toutes les parties qui ont comparu ont demandé une suspension de la notification [...]". Le commentaire de cet article précise : "il va de soi que la demande de suspension de la notification doit être formulée avant que la décision d'expertise ne soit prise". Si telle est l'intention du législateur, il est préférable de le prévoir expressément dans le texte afin de prévenir toute contestation et toute difficulté spécialement dans l'accomplissement des tâches du greffe.

3. L'article 972, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, en projet, organise sous la forme d'une procédure allégée et écrite la désignation d'un nouvel expert lorsque l'expert investi refuse sa mission, le commentaire de l'article précisant qu'"il ne s'agit pas à cet égard d'un expert qui ne remplit pas correctement sa mission et qui doit être remplacé. L'article 979 n'est donc pas d'application". Partant, une telle décision sera insusceptible de recours au sens de l'article 963 en projet.

Il est permis de mettre ce mécanisme en relation avec celui que prévoit la même disposition projetée au paragraphe 2, alinéa 5, en cas d'absence non justifiée de l'expert lors de la réunion d'installation. En ce cas, il appartiendra au juge de statuer

---

<sup>(11)</sup> Article 25 de l'avant-projet modifiant l'article 972bis du Code judiciaire.

<sup>(12)</sup> Rapport de la Cour de cassation, 2008, "*De lege ferenda* - propositions du ministère public", pp. 190 et 191; Verslag van het Hof van Cassatie, 2008, "*De lege ferenda* - voorstellen van het openbaar ministerie", pp. 201 à 203.

<sup>(13)</sup> Article 972, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet.

"immédiatement sur son remplacement conformément à l'article 979". Il en résulte dès lors qu'en ce cas, la décision est susceptible d'appel (article 963 en projet). Certes les deux situations ne sont pas identiques mais dans les deux cas l'incident se produit au tout début de la mesure d'instruction sans que l'expert n'ait accompli la moindre diligence. Il apparaît dès lors que cette dualité de règlements d'incidents à ce stade ne semble pas justifiée.

Le texte sera adapté en conséquence.

4. Les articles 972, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, et 972, § 2, alinéa 7, 5<sup>ème</sup> tiret, en projet concernent l'éventuelle consignation (cf. les termes "le cas échéant"). Le commentaire de l'article précise que, "conformément à l'article 987, le juge doit également conserver la faculté de fixer la consignation d'une provision et la libération de celle-ci. À titre d'exemple, il doit toujours pouvoir juger qu'une consignation est inutile pour les petites expertises courantes" <sup>14</sup>. La question se pose de savoir si, en ce cas, une provision peut ne pas être consignée ou si, tel n'est pas le cas, si un règlement direct et immédiat des frais et honoraires peut être envisagé (comparer avec les articles 987 et 991 du Code judiciaire) <sup>15</sup>.

#### Article 26

1. Ce texte est adapté pour tenir compte de l'hypothèse de la nouvelle désignation d'un expert en cas "de refus de l'expert d'accomplir la mission". Dans la mesure où il réglerait aussi l'incident lié à l'absence de l'expert lors de la réunion d'installation <sup>16</sup>, il y aurait lieu, dans le membre de phrase "ou de refus de l'expert d'accomplir la mission" de supprimer la conjonction "ou" et d'y ajouter les termes "ou d'absence injustifiée de l'expert lors de la réunion d'installation".

---

<sup>(14)</sup> Voir C.C., 24 février 2009, *Ius & Actores*, 2009, p. 135, spéc. B.9.1 et B.9.2. Cette publication de l'arrêt est assortie d'une note de D. MOUGENOT, "Aspects financiers de l'expertise judiciaire et sanction pénale – la Cour constitutionnelle valide la réforme".

<sup>(15)</sup> Des règles allégées sont expressément prévues en cas d'intervention limitée de l'expert au sens des articles 985 et 986 du Code judiciaire.

<sup>(16)</sup> Voir, plus haut, l'observation n/ 3 formulée sur l'article 24.

2. Cet article organise expressément la "saisine permanente" du juge, lequel n'est pas dessaisi de l'affaire après l'investiture de l'expert mais "reste disponible pour régler les incidents qui surviendraient en cours d'expertise" <sup>17</sup> sans que ne puisse interférer le principe de l'effet dévolutif de l'appel <sup>18</sup>.

#### Article 28

(modification de l'article 976 alinéa 2 du Code judiciaire) <sup>19</sup>

Le texte pourrait être plus simplement libellé :

"À moins qu'il n'ait été antérieurement fixé par le juge, l'expert fixe un délai raisonnable...".

En effet, de cette manière, les deux hypothèses visées par l'article 972 (qu'il y ait ou non réunion d'installation <sup>20</sup>) semblent rencontrées.

#### Article 32

À l'article 979, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en projet, il conviendrait, à l'instar de ce que prévoit l'article 962, alinéa 2, en projet (article 21 de l'avant-projet) de disposer que le juge ne peut déroger au choix des parties que par une décision motivée.

---

<sup>(17)</sup> D. MOUGENOT et O. MIGNOLET, *op. cit.*, p. 232, n/ 31.

<sup>(18)</sup> Voir, plus haut l'article 963, § 2, en projet)

<sup>(19)</sup> Et non l'article 976, alinéa 1<sup>er</sup>, comme indiqué dans l'avant-projet.

<sup>(20)</sup> Cf. article 972, § 2, 7/, en projet.

### Articles 33 et 34

Ces textes prévoient notamment le dépôt au greffe par l'expert de documents après son audition, auquel cas "les parties ou leurs conseils peuvent en prendre connaissance". Ne faut-il pas réserver la situation - susceptible d'éviter tout ralentissement de la procédure - du dépôt de ces documents avant l'audience ainsi que leur communication préalable aux parties ?

### Article 36

Ce texte concerne le remplacement d'un terme dans la version néerlandaise de l'article 988, alinéa 3.

Le Conseil d'État relève qu'aucune indication n'est fournie par ce texte relativement à la procédure à suivre de telle sorte que le droit commun de l'article 973 du Code judiciaire s'applique. Ne s'agit-il pas là d'un formalisme excessif compte tenu de la nature d'un tel incident <sup>21</sup> ?

---

<sup>(21)</sup> Comparez à propos d'un formalisme allégé, l'article 972, § 1<sup>er</sup>, en projet, en ce qui concerne le changement d'expert lorsque celui désigné par le juge refuse sa mission; toutefois, en ce cas, il pourrait être précisé que, si les parties ou l'une d'elles formulent des observations dans le délai indiqué, le greffe convoque les parties et l'expert, comme il est dit à l'article 973, § 2, du Code judiciaire. (suggestion formulée par D. MOUGENOT et O. MIGNOLET, *op. cit.*, p. 257, n/ 79). Il pourrait aussi se concevoir une variante telle que celle qui procède de l'article 974, § 2, en projet.

### Article 37

En prévoyant, de manière générale<sup>22</sup>, la possibilité de rendre contraignante, à la demande de la partie la plus diligente, l'obligation de consignation à charge d'une autre partie, l'article 989 du Code judiciaire, ainsi adapté, ne peut que renforcer l'efficacité de la mesure d'instruction. En ce cas, la procédure sera celle de l'article 973 du Code judiciaire (saisine permanente du juge qui a ordonné la mesure d'instruction) et l'ordonnance rendue ne sera susceptible ni d'opposition ni d'appel (voir l'article 963 en projet).

C'est donc à la seule partie la plus diligente, et non à l'expert, qu'il appartient de porter ce type d'incident devant le juge. La solution est logique puisque, d'une part, l'expert n'a pas le droit, à ce stade, à la provision et que, d'autre part, le texte prévoit désormais expressément que les experts peuvent, le cas échéant, reporter l'exécution de leur mission jusqu'au moment de la consignation (ceci explique l'article 972, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, en projet).

L'article 989, alinéa 3, en projet pourrait être plus précis en énonçant que "Les experts peuvent, le cas échéant, reporter l'exécution de leur mission jusqu'à ce qu'ils soient informés de la consignation de la provision conformément à l'article 987, alinéa 3".

De cette manière aussi il y aurait identité de formulation avec l'article 972, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Afin de cerner toutes les situations susceptibles de se produire, il peut être utile d'envisager l'hypothèse d'une suspension dans l'exécution des travaux de telle sorte que l'alinéa pourrait être rédigé comme suit :

"Les experts peuvent, le cas échéant, suspendre ou reporter l'exécution de leur mission [...]".

---

<sup>(22)</sup> Ainsi que le précise le commentaire des articles, ce système était effectivement prévu par l'ancien article 990 du Code judiciaire mais il avait été jugé que l'ordonnance fixant le montant de la provision (article 990, alinéa 4) ne peut être rendue exécutoire qu'à charge de la partie légalement obligée à la consignation par l'alinéa 3 de l'article 990 du Code judiciaire (Mons, 28 juin 1977, *Pas.*, 1978, II, p. 32, cité par A. FETTWEIS, *Manuel de procédure civile*, Liège, 1987, p. 394, n/ 545).

### Article 39

La dernière phrase de ce texte pourrait être libellée de la manière suivante :

"Ensuite, le reliquat éventuel est d'office remboursé aux parties par le greffier ou par l'établissement de crédit au prorata des montants qu'elles étaient tenues de consigner et qu'elles ont effectivement consignés".

Il semble, en effet, que le remboursement aux parties doit être effectué d'office tant par le greffe que par l'établissement de crédit. De plus, si cette seconde phrase est introduite par le terme "ensuite", il en résulte nécessairement que l'établissement de crédit se sera préalablement vu présenter l'état taxé.

Section II - Adaptation de dispositions légales en exécution de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce et création des guichets d'entreprises agréés, et portant diverses dispositions

Sous-Section 2 - Modifications au Code judiciaire

### Article 41

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que l'article 43, alinéa 1<sup>er</sup>, 2/, du Code judiciaire a déjà été remplacé par l'article 7, a), de la loi du 5 août 2006 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue de la procédure par voie électronique, afin d'y introduire la référence à l'inscription à la Banque-carrefour des entreprises. Cette disposition entrera en vigueur à une date qui sera fixée par le Roi et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Mieux vaut, dès lors, que le Roi fasse entrer en vigueur l'article 7, a), précité.

.../...

### Article 42

L'article 574 du Code judiciaire traite de la compétence du tribunal de commerce. Il s'agit donc d'une disposition qui relève de l'article 77 de la Constitution. Partant, sa modification relève, elle aussi, de l'article 77 de la Constitution.

L'article 42 de l'avant-projet devrait donc figurer dans l'avant-projet portant des dispositions diverses en matière de justice (I).

La même observation vaut pour les articles 43 (modification de l'article 627, 7/, du Code judiciaire) et 44 (modification de l'article 631, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code).

### Articles 45, 46, 47 et 48

Les dispositions dont la modification est envisagée par les articles 45 à 48 ont été remplacées ou insérées par l'article 2 de la loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire.

Il y a lieu de faire mention de cette loi dans les phrases liminaires ainsi que des modifications ultérieures subies par les dispositions modifiées par l'avant-projet.

Par ailleurs, le Conseil d'État observe que l'article 2 de la loi du 29 mai 2000 précitée, n'a pas encore été mise en vigueur par le Roi, ce qui peut susciter des difficultés au regard de l'article 108 de la Constitution.

### Sous-section 4 - Modifications à la loi du 8 août 1997 sur les faillites

### Article 50

Il y a lieu de mentionner la date de la loi sur les faillites.

En outre, dans la version néerlandaise, le mot "worden" devrait être inséré juste avant les mots "de woorden".

Section III - Modification de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations

Article 56

1. Au paragraphe 5, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, ne faut-il pas maintenir la précision selon laquelle le nombre de travailleurs est exprimé en équivalent temps plein ?

La même observation vaut pour les articles 57 et 58 de l'avant-projet.

Article 59

Cet article fait entrer en vigueur la section III du chapitre 3 "le jour qui suit la publication de la présente loi au Moniteur belge".

Le Conseil d'État n'aperçoit cependant pas la nécessité d'un délai aussi court entre la publication de la loi et son entrée en vigueur.

L'article 59 sera, dès lors, omis.

Observations finales de légistique

Dans les phrases liminaires, il y a lieu de mentionner les modifications encore en vigueur subies par les dispositions que l'avant-projet remplace ou modifie.

Ainsi, notamment :

- 1/ dans la phrase liminaire de l'article 2, il y a lieu d'écrire : "À l'article 490, alinéa 2, 1/, du Code pénal, remplacé par la loi du 8 août 1997, les mots [...]";

.../...

- 2/ dans la phrase liminaire de l'article 7, il y a lieu de mentionner également la modification de l'article 187, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle par la loi du 10 juillet 1967;
- 3/ dans la phrase liminaire de l'article 15, il y a lieu d'écrire que l'article 1426, § 3, du Code civil a été remplacé par la loi du 14 juillet 1976;
- 4/ à l'article 44, il y a lieu de mentionner que l'article 631, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire a été remplacé par la loi du 4 septembre 2002;
- 5/ à l'article 56, il y a lieu de faire état des modifications encore en vigueur subies par les dispositions que l'avant-projet modifie; la même observation vaut pour les articles 57 et 58 de l'avant-projet.
- 6/ dans la phrase liminaire de l'article 61, il y a lieu de mentionner les modifications encore en vigueur subies par l'article 695 du Code des sociétés.

La même observation vaut pour l'article 63 (article 731, alinéa 7, en projet du Code des sociétés) et l'article 64 (article 746, alinéa 7, en projet du Code des sociétés).

-----

La chambre était composée de

|           |                       |                                          |
|-----------|-----------------------|------------------------------------------|
| Messieurs | Y. KREINS,            | président de chambre,                    |
|           | P. VANDERNOOT,        | conseillers d'État,                      |
| Madame    | M. BAGUET,            |                                          |
| Messieurs | H. BOSLY,             | assesseurs de la section de législation, |
|           | G. de LEVAL,          |                                          |
| Madame    | A.-C. VAN GEERSDAELE, | greffier.                                |

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË  
-----

ADVIES 46.755/2  
VAN 22 JUNI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE  
-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 mei 2009 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen betreffende Justitie (II)", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### Hoofdstuk 1 - Diverse wijzigingen van strafrecht en strafprocesrecht

#### Afdeling II - Wijzigingen van het Wetboek van Strafvordering

#### Artikel 3

1. Veeleer dan paragraaf 4 volledig te herschrijven, is het beter uitsluitend de woorden "van het verhoor" te vervangen door de woorden "van de aanvullende gedeelten van het verhoor die zij aanwijzen".

2. Volgens de bespreking van het artikel,

"[zal] op verzoek van de onderzoeksrechter, van de procureur des Konings, van de gehoorde persoon of van de partijen die in het geding betrokken zijn, de volledige en letterlijke overschrijving van het verhoor slechts [...] worden gedaan m.b.t. de bijkomende passages die zij aanduiden, en die in het proces-verbaal ontbreken".

Het proces-verbaal is datgene dat van het verhoor wordt opgemaakt door de procureur des Konings of de onderzoeksrechter, waarin hij de belangrijkste elementen van het onderhoud vermeldt en eventueel de meest relevante passages overschrijft (artikel 112ter, § 3, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering).

De Raad van State veronderstelt dat de bedoeling van de steller van het voorontwerp erin bestaat te bepalen dat de personen genoemd in artikel 112*ter*, § 4, zich ertoe kunnen beperken een volledige en letterlijke overschrijving van slechts bepaalde passages van het verhoor te vragen, en niet hen te verbieden, indien ze het wensen, een volledige en letterlijke overschrijving van alle gedeelten van het verhoor te vragen die nog niet overgeschreven zijn in het proces-verbaal genoemd in artikel 112*ter*, § 3, eerste lid.

Dit moet duidelijker blijken uit de ontworpen tekst.

#### Artikel 4

1. Veeleer dan artikel 136*ter*, § 2, van het Wetboek van Strafvordering volledig te herschrijven, is het beter alleen de woorden "Op verzoekschrift van de in verdenkinggestelde" te vervangen door de woorden "Op verzoek van de in verdenkinggestelde, een verzoek gedaan door middel van een op de griffie van hof van beroep neergelegd verzoekschrift".

2. De ontworpen tekst bepaalt in artikel 136*ter*, § 2, van het Wetboek van Strafvordering dat de in verdenkinggestelde zijn verzoekschrift ter griffie van het hof van beroep moet neerleggen. De regel is begrijpelijk, aangezien dit verzoekschrift valt onder de bevoegdheid van de kamer van inbeschuldigingstelling. De steller van het voorontwerp moet evenwel oordelen of het verzoekschrift ook niet aan de griffie <sup>1</sup> kan worden gezonden, dan wel of het noodzakelijk is dat de advocaat van de in verdenkinggestelde die zich in voorlopige hechtenis bevindt, zich naar de griffie van het hof van beroep begeeft.

---

<sup>(1)</sup> Zie aldus de artikelen 61*ter*, § 2, 61*quater*, § 2, en 61*quinquies*, § 2, van het Wetboek van Strafvordering.

### Artikel 5

De ontworpen tekst wijzigt artikel 146 van het Wetboek van Strafvordering, door een lid in te voegen tussen het tweede en derde lid van deze bepaling, waardoor de termijn tussen de dagvaarding en de verschijning voor de politierechtbank kan worden verminderd tot drie dagen wanneer de verdachte of een van de verdachten zich in voorlopige hechtenis bevindt.

Deze hervorming breidt een regel die reeds voor de correctionele rechtbanken bestaat uit tot de politierechtbanken. Over de hervorming hoeft op dit punt geen enkele opmerking te worden gemaakt.

De Raad van State vraagt zich evenwel af of het laatste lid van het voormelde artikel 146, dat in de verkorting van de termijnen "in dringende gevallen" voorziet, nog gerechtvaardigd is, aangezien het geval waarin de verdachte zich in voorlopige hechtenis bevindt dankzij het voorontwerp een passende regeling krijgt. De betekenis van de verkorting van de dagvaardingstermijnen moet immers vergeleken worden met het recht van de verdachte om te beschikken over de tijd en de mogelijkheden om zijn verweer voor te bereiden, een recht dat is toegekend bij artikel 6, 3, b), van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Wanneer de verdachte zich in voorlopige hechtenis bevindt, is er een kennelijk belang dat de vonnisprocedure niet zonder voldoende reden wordt uitgesteld. Bovendien, in dat geval, heeft de verdachte inzage gehad van het dossier in het kader van de procedure van de voorlopige hechtenis.

### Artikel 7

1. In de bespreking van het artikel staat :

"De bovenvermelde uitbreiding van de termijn van verzet wordt bijgevolg enkel voorbehouden aan die personen aan wie de verstekbeslissing werd betekend aan persoon of die kennis hadden gekregen van de betekening van de verstekbeslissing tijdens hun opsluiting in het buitenland of minder dan 15 dagen vóór deze opsluiting".

De verwijzing naar "de betekening aan persoon" lijkt in te houden dat ook de gewone termijn van verzet zou worden verlengd wanneer de betekening aan de betrokkene in persoon is gedaan, aan een persoon die in het buitenland opgesloten is of minder dan vijftien dagen vóór deze opsluiting. De ontworpen tekst betreft echter niet de gewone termijn van verzet.

Deze tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

Afdeling III - Wijziging van artikel 4, § 2, tweede lid, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie

Artikel 8

Ook al is dit niet het oogmerk van de ontworpen tekst is, toch merkt de Raad van State op dat het woord "verzet", dat gebruikt wordt in de huidige versie van artikel 4, § 2, zowel in het eerste als in het tweede lid, ongeschikt is wanneer het van toepassing is op het beroep tegen een beslissing gewezen op tegenspraak, en dat het tot gevolg heeft dat de bestreden beslissing ter beoordeling aan de hogere rechtbank wordt voorgelegd. Het woord "verzet" kan alleen betrekking hebben op het beroep tegen de beslissing uitgesproken bij verstek.

De steller van het voorontwerp wordt verzocht te onderzoeken of van de voorgestelde hervorming gebruik kan worden gemaakt om eveneens de huidige terminologie aan te passen.

Afdeling V - Financiële hulp aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders

Artikel 10

Het ontworpen artikel 31, 2/, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, schrijft voor dat de commissie voor financiële hulp van slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders financiële hulp kan toekennen aan "erfgerechtigden in de zin van artikel 731 van het Burgerlijk Wetboek, tot en met de tweede graad".

Het feit dat alleen naar artikel 731 van het Burgerlijk Wetboek wordt verwezen, betekent dat niet wordt aangehaakt bij het systeem van plaatsvervulling, bepaald in de artikelen 739 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

### Artikel 11

1. Artikel 31*bis*, § 1, 3/, tweede lid, *in fine*, bepaalt dat de hulp ook kan worden aangevraagd<sup>2</sup> indien er meer dan een jaar verstreken is sinds het indienen van een klacht, het aannemen van de hoedanigheid van benadeelde persoon of de datum van de burgerlijke-partijstelling en de dader onbekend blijft.

De vraag rijst wat er gebeurt indien het opsporingsonderzoek of het gerechtelijk onderzoek leidt tot een uitspraak van een onderzoeksgerecht of van een feitengerecht waarbij vastgesteld wordt dat er geen strafbaar feit is of dat het strafbaar feit niet met opzet is gepleegd.

2.1. Het ontworpen artikel 31*bis*, § 1, 3/, derde lid, bepaalt :

"Indien de dader bekend is, moet de verzoeker schadevergoeding nastreven door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank."

2.2. Het is dus niet voldoende dat het slachtoffer een klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen, zoals in het geval waarin de pleger van de opzettelijke gewelddaad onbekend is.

2.3. Er bestaan echter gevallen waarin geen burgerlijke rechtsvordering bij het strafgerecht ingesteld zal kunnen worden, hoewel de pleger van de opzettelijke gewelddaad bekend is. Indien de strafvordering immers onontvankelijk of vervallen is (inzonderheid ten gevolge van het overlijden van de pleger van de feiten, verjaring, betaling van een schikking, kwijtschending van straf), is geen burgerlijke-partijstelling

---

<sup>(2)</sup> Het woord "aangevraagd" stemt niet overeen met de inleidende zin van artikel 31*bis*, § 1, die bepaalt dat de financiële hulp kan worden "toegekend onder de volgende voorwaarden". De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

mogelijk. Indien de pleger van de feiten minderjarig is, is burgerlijke-partijstelling door middel van een rechtsvordering niet mogelijk. Is het de bedoeling van de steller van het voorontwerp om in al deze gevallen of een deel ervan <sup>3</sup>, het slachtoffer te verplichten bij burgerlijke rechtbanken een rechtsvordering in te stellen? In het geval waarin de pleger van de opzettelijke gewelddaad overleden is en zijn erfgenamen van de nalatenschap afzien, zal een rechtsvordering bij burgerlijke rechtbanken ook tot mislukken gedoemd zijn <sup>4</sup>.

De steller van het voorontwerp dient deze kwesties te regelen <sup>5</sup>.

3.1. Het ontworpen artikel 31*bis*, § 1, 4/, bepaalt dat de termijn van drie jaar waarin de aanvraag om hulp moet worden ingediend "loopt, naargelang het geval, vanaf de dag van de eerste beslissing tot seponering, de dag waarop het onderzoeksgerecht uitspraak heeft gedaan, de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering, de dag waarop een strafrechtbank definitief uitspraak heeft gedaan over de burgerlijke belangen na de beslissing over de strafvordering, of de dag waarop definitief uitspraak is gedaan door een burgerlijke rechtbank over de toerekening van of over de vergoeding van de schade". Artikel 34, derde lid, eerste streepje, van de voormelde wet van 1 augustus 1985, zoals gewijzigd door het voorontwerp, schrijft voor om bij het verzoekschrift te voegen, "een afschrift van, naargelang het geval, de klacht, de beslissing tot seponering wegens het onbekend blijven van de dader, de beslissing van het onderzoeksgerecht, de definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering, de latere beslissing over de burgerlijke belangen en de beslissing van de burgerlijke rechtbank".

---

(3) Indien de strafvordering vervallen is ten gevolge van een schikking, doet de vraag zich niet meer voor, aangezien bij een schikking ervan uitgegaan wordt dat het slachtoffer vooraf schadeloos is gesteld.

(4) Zie arrest nr. 186.995 van 13 oktober 2008, Rommel, van de Raad van State, die hierover aan het Grondwettelijk Hof een vraag stelt.

(5) Zelfs indien sommige ervan een regeling lijken te hebben gekregen in de rechtspraak van de commissie, inzonderheid door een beroep te doen op het begrip overmacht wanneer er om redenen buiten de wil van verzoeker over de strafvordering geen definitieve uitspraak kon worden gedaan.

Hieruit kan worden afgeleid dat het bestaan van deze beslissingen een voorwaarde is voor de toekenning van financiële hulp, meer bepaald een voorwaarde voor de ontvankelijkheid van het verzoek. Indien zulks de bedoeling van de steller van het voorontwerp is, dient dit uitdrukkelijk te worden bepaald en niet impliciet, door het regelen van de ingang van de termijn van drie jaar waarin het verzoek om hulp moet worden ingediend en van de bij het verzoekschrift te voegen stukken.

Het ontworpen artikel 31*bis*, § 1, 4/, moet bovendien samengaan met het ontworpen artikel 31*bis*, § 1, 3/, tweede lid, *in fine*, wat betreft de termijn van één jaar vermeld in artikel 31*bis*, § 1, 3/, tweede lid, en de termijn van drie jaar vermeld in artikel 31*bis*, § 1, 4/.

3.2. De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat, als het bestaan van een definitieve rechterlijke beslissing over de burgerlijke belangen tot voorwaarde wordt gemaakt van de ontvankelijkheid van het verzoek, zulks in strijd is met artikel 33*bis*, eerste zin, van de voornoemde wet van 1 augustus 1985, die bepaalt dat de hulp ook kan worden toegekend wanneer er geen definitieve rechterlijke beslissing over de burgerlijke belangen is genomen. Er moet ook rekening worden gehouden met de versoepelingen die in de regel zouden kunnen worden aangebracht op basis van opmerking nr. 2 hierboven.

3.3. Ten slotte wordt in artikel 31*bis*, § 1, 4/, en artikel 34, tweede lid, eerste streepje, verwezen naar de definitieve uitspraken van de bodemrechter. Betekent het feit dat de beslissing definitief is zodra ze uitgesproken is, dat niet wordt gelet op de gevolgen van beroepen ? Wat moet er gebeuren als de beslissing in beroep herzien wordt, bijvoorbeeld wat het bestaan van het strafbaar feit betreft of wat de opzettelijke aard ervan aangaat ?

3.4. Kortom, het voorontwerp en de artikelsgewijze bespreking moeten aldus worden herzien dat de vragen die hiervoren zijn opgeworpen beantwoord worden.

### Artikel 12

Uit de artikelsgewijze bespreking blijkt dat de voorgestelde wijziging er niet toe strekt de inhoud te wijzigen van de regel, namelijk dat de commissie met het gedrag van het slachtoffer rekening kan houden, maar een loutere terminologische aanpassing tot stand te brengen. In de huidige tekst is immers sprake van "het gedrag van de verzoeker". De kans bestaat evenwel dat de verzoeker en het slachtoffer niet dezelfde persoon zijn, onder andere wanneer het slachtoffer overleden is.

Om het gestelde doel te bereiken, was het voldoende om de woorden "de verzoeker indien deze" te vervangen door de woorden "het slachtoffer indien dat slachtoffer".

De aanpassingen die uiteindelijk voorgesteld worden, en niet precies dezelfde zijn in de Nederlandse en de Franse teksten, zijn niet duidelijk en lijken te impliceren dat ook met de houding van de verzoeker rekening zou moeten worden gehouden als deze niet het slachtoffer is.

Het voorontwerp en de memorie van toelichting dienen aldus te worden gewijzigd dat ze de bedoeling van de steller van het voorontwerp zo goed mogelijk weergeven.

### Artikel 13

In b) dienen in de nieuwe tekst de woorden "en, in voorkomend geval," te worden ingevoegd voor de woorden "de latere beslissing [...]".

Afdeling VI - Wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis

Artikel 14

In plaats van het eerste lid integraal te herschrijven, zou het beter zijn alleen de woorden "op indiening van een verzoekschrift dat de inverdenkinggestelde richt aan de raadkamer" te vervangen door de woorden "door de raadkamer, op indiening van een verzoekschrift dat de inverdenkinggestelde neerlegt op de griffie van de raadkamer".

Hoofdstuk 2 - Diverse wijzigingen van burgerlijk recht en internationaal privaatrecht

Afdeling III - Afstamming

Artikel 18

Bij de wet van 1 juli 2006 tot wijziging van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het vaststellen van de afstamming en de gevolgen ervan, is de procedure voor de erkenning van in overspel *a patre* verwekte kinderen gewijzigd en is de procedure tot homologatie van de erkenning vervangen door een kennisgeving aan de echtgenoot of de echtgenote (artikel 319*bis*, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek). Gelet op de problemen die - in het bijzonder voor de ambtenaren van de burgerlijke stand - rijzen door de onmiddellijke toepassing van die nieuwe regel op de erkenningen die hebben plaatsgevonden voor 1 juli 2007 (de datum van inwerkingtreding van de voormelde wet van 1 juli 2006) en die op die datum nog niet gehomologeerd waren, houdt artikel 18 van het voorontwerp een aanvulling in van artikel 25 van de wet van 1 juli 2006 (welk artikel gewijzigd is bij artikel 372 van de wet van 27 december 2006), door daaraan een paragraaf toe te voegen waarin (onder voorbehoud van hetgeen in artikel 19 van de ontworpen wet wordt voorgeschreven) wordt bepaald dat "het oude artikel 319*bis* van het Burgerlijk Wetboek, zoals van toepassing voor de inwerkingtreding van deze wet, [...] van toepassing [blijft] op de erkenningen die plaats hebben gehad vóór de inwerkingtreding van deze wet", terwijl daaraan in de bespreking van dat artikel wordt toegevoegd dat "de erkenner [ook] beschikt [...] over de mogelijkheid om een nieuwe erkenning te doen, indien hij niet wenst over te gaan tot de

.../...

homologatieprocedure. Op die nieuwe erkenning is de nieuwe wetgeving van toepassing". Als zulks de bedoeling van de wetgever is, zou het beter zijn die mogelijkheid <sup>6</sup> in de aldus ontworpen paragraaf op te nemen.

### Artikel 20

Volgens dit artikel treedt afdeling III van hoofdstuk 2 in werking "de dag volgend op de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad".

De Raad van State ziet evenwel niet in waarom er tussen de bekendmaking van de wet en de inwerkingtreding ervan een dermate korte termijn moet liggen.

### Hoofdstuk 3 - Diverse wijzigingen van gerechtelijk recht en handelsrecht

#### Afdeling I - Wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek

#### Voorafgaande opmerking

Vanaf de inwerkingtreding van de wet van 15 mei 2007 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek en tot herstel van artikel 509<sup>quater</sup> van het Strafwetboek is gebleken dat ze leemtes vertoonde en heeft ze aanleiding gegeven tot moeilijkheden (automatische inschakeling van het deskundigenonderzoek, noodzaak van een installatievergadering behoudens afwijking door de rechter met "de instemming van [de] partijen", onzekerheid omtrent de juridische aard van de beslissingen die de rechter tijdens het deskundigenonderzoek neemt en bijgevolg onzekerheid omtrent de beroepen; problemen betreffende de kosten en het ereloon van de deskundigen, enz.). De bedoeling van dit voorontwerp van wet bestaat erin de verworvenheden van de hervorming (subsidiare aard van het deskundigenonderzoek, versterking van de actieve rol die de rechter speelt, naleving van de termijnen, enz.) te behouden, maar tegelijk de problemen die deze nieuwe wet doet rijzen, weg te werken.

<sup>(6)</sup> Het kan alleen gaan om een mogelijkheid die aan de erkenner wordt geboden, daar de voorwaarden van de erkenning van stelsel tot stelsel kunnen variëren.

### Artikel 21

Het oude artikel 964 van het Gerechtelijk Wetboek (opgeheven bij de voormelde wet van 15 mei 2007) bepaalde inzonderheid dat, "indien de partijen op het ogenblik van het vonnis dat het deskundigenonderzoek beveelt, overeengekomen zijn omtrent de benoeming van de deskundige, [...] de rechter hun overeenkomst [bekrachtigt]". Indertijd was die afwijking verantwoord in het - geen werkelijkheid geworden - vooruitzicht van het opstellen van lijsten van deskundigen, maar de teksten betreffende de wraking van deskundigen bleven verwijzen naar de mogelijkheid van een door de partijen gekozen deskundige (artikelen 968 en 971, *in fine*, van het Gerechtelijk Wetboek). Met de ontworpen tekst worden aldus de interpretatiemoeilijkheden verholpen die door de opheffing van artikel 964 van het Gerechtelijk Wetboek waren gerezen, terwijl op evenwichtige wijze nader wordt bepaald wat de respectieve rol is van de partijen en de rechter, die een beoordelingsbevoegdheid behoudt doordat hij bij een met redenen omklede beslissing van de keuze van de partijen mag afwijken.

### Artikel 22

1. Zoals de heren Mougnot en Mignolet uiteenzetten, kunnen de onderscheiden beslissingen waarmee het verloop van het deskundigenonderzoek is doorweven, zowel vonnissen zijn als maatregelen van inwendige aard, die niet vatbaar zijn voor verzet of hoger beroep (artikel 1046 van het Gerechtelijk Wetboek), maar wegens de moeilijkheden voor het toepassen van zo een algemeen criterium is het beter om de geschillen die in de loop van de eigenlijke procedure van deskundigenonderzoek kunnen ontstaan zo veel mogelijk te beperken, uitgaande van het idee dat, als men de onderscheiden categorieën maatregelen nagaat die in de loop van het deskundigenonderzoek kunnen worden genomen, geoordeeld zou kunnen worden dat de beslissingen betreffende de wraking van de deskundige (artikel 971 van het Gerechtelijk

Wetboek), zijn vervanging (artikel 979 van het Gerechtelijk Wetboek), het bepalen van de partij die het voorschot moet consigneren, de termijn waarbinnen zulks moet geschieden of het begroten van de kosten en het ereloon (artikelen 987, eerste lid, en 991 van het Gerechtelijk Wetboek) in de regel kunnen worden beschouwd als vonnissen waartegen hoger beroep kan worden ingesteld, althans door de partijen <sup>7 8</sup>.

Het ontworpen artikel 963, § 1, gaat in de zin van die evenwichtige suggesties, waarmee onnodige vertragingen in het verloop van de procedure kunnen worden voorkomen.

Het ontworpen artikel 963, § 2, heeft betrekking op de beslissingen waartegen een gewoon rechtsmiddel kan worden ingesteld, en die van rechtswege bij voorraad uitvoerbaar zijn (wat in overeenstemming is met artikel 1496 van het Gerechtelijk Wetboek, waarin bepaald wordt dat "de voorlopige tenuitvoerlegging van rechtswege [geschiedt] wanneer een vonnis een onderzoeksmaatregel voorschrijft en wat deze maatregel betreft"). Bovendien is de devolutieve kracht van het hoger beroep niet van toepassing in zo een omstandigheid, zodat het hoger beroep tegen zulke beslissingen "het geschil zelf niet aanhangig [maakt] bij de rechter in hoger beroep", aangezien alleen de tussenvordering aan hem wordt voorgelegd, zodat het bodemgeschil in dat geval voor de eerste rechter wordt voortgezet <sup>9</sup>.

---

<sup>(7)</sup> D. MOUGENOT en O. MIGNOLET, "La loi du 15 mai 2007 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise et rétablissant l'article 509<sup>quater</sup> du Code pénal. Évaluation de la loi et propositions de modifications", in P. VAN ORSHOVEN en B. MAES (ed.), *Les lois de procédure de 2007*, Die Keure, 2009, blz. 266-269, nrs. 89 tot 94.

<sup>(8)</sup> Over de plaats die de deskundige in de procedure inneemt en zijn belang om in het kader van een beroep te handelen, zie D. MOUGENOT en O. MIGNOLET, *loc. cit.*, nr. 93, blz. 268 en de vermelde literatuurverwijzingen.

<sup>(9)</sup> Zie reeds in deze zin, inzake de collectieve schuldenregeling, artikel 1675/14, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

In formeel opzicht geeft de bepaling aanleiding tot de volgende opmerkingen :

- in paragraaf 1 behoort te worden geschreven : "Met uitzondering van de beslissingen genomen overeenkomstig de artikelen [...]".
- in paragraaf 2 lijkt de volgende redactie van de eerste zin meer in overeenstemming met de geest van de tekst :

"De beslissingen waartegen krachtens paragraaf 1 een gewoon rechtsmiddel kan worden ingesteld, zijn uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande verzet of hoger beroep".

- de bewoordingen van de tweede zin van paragraaf 2, naar luid waarvan "het hoger beroep tegen deze beslissingen het geschil zelf niet aanhangig [maakt] bij de rechter in hoger beroep", zou genuanceerd kunnen worden, daar andere aspecten van de procedure aanhangig kunnen blijven bij de rechter van eerste aanleg, aan wie de zaak door dat hoger beroep niet onttrokken wordt; zo zou kunnen worden bepaald dat "het hoger beroep tegen deze beslissingen de andere aspecten van het geschil niet aanhangig maakt bij de rechter in hoger beroep".

2. Zoals het ontworpen artikel 963, betreffende de rechtsmiddelen tegen beslissingen waarbij de procedure van het deskundigenonderzoek geregeld wordt, volgens het voorontwerp deel uitmaakt van de algemene bepalingen, kan men zich afvragen of, met het oog op het verbeteren van de leesbaarheid van de teksten en het goede gebruik ervan, het niet nodig zou zijn om in een andere algemene bepaling (die aan artikel 963 vooraf zou gaan) het huidige artikel 973, § 2, op te nemen, waarin, onder voorbehoud van afwijkingen voorgeschreven door een bijzondere regeling <sup>10</sup>, de procedure wordt geregeld in geval van betwisting aangaande het deskundigenonderzoek gerezen in de loop ervan en daarin alle regels onder te brengen betreffende de kennisgevingen (in de ruime zin van het woord) onder de betrokkenen (griffie, deskundige, partijen en raadslieden).

---

<sup>(10)</sup> Zie ook in het voorontwerp de ontworpen artikelen 974, § 2, en 979, § 1.

### Artikel 24

1. Deze tekst, die een aanzienlijke wijziging vormt, versoepelt het automatisme in de kennisgeving van de beslissing waarbij het deskundigenonderzoek wordt bevolen, behoudt de installatievergadering (in een notendop : mogelijkheid om ze ter plaatse te houden; stukken overhandigd door de partijen aan de deskundige in principe acht dagen vóór de installatievergadering en, bij gebreke daarvan, bij de aanvang van de werkzaamheden<sup>11</sup> als de rechter het nodig acht of als alle partijen daarom verzoeken<sup>12 13</sup>), regelt nauwkeurig wat er geschiedt als geen installatie-vergadering plaatsvindt en vergemakkelijkt de beslechting van verscheidene tussengeschillen.

2. Artikel 972, § 1, tweede lid, wordt aangevuld met de woorden ", tenzij alle partijen die verschenen zijn om een opschorting van de kennisgeving hebben verzocht [...]". In de bespreking van dat artikel staat : "Het spreekt voor zich dat het verzoek tot opschorting van de kennisgeving moet geformuleerd worden vooraleer de beslissing tot deskundigenonderzoek wordt gewezen". Als zulks de bedoeling van de wetgever is, is het beter om dat uitdrukkelijk in de tekst op te nemen teneinde elke betwisting en elke moeilijkheid te voorkomen, inzonderheid bij het vervullen van de taken van de griffie.

3. Het ontworpen artikel 972, § 1, derde lid, regelt, in de vorm van een vereenvoudigde en schriftelijke procedure, de aanwijzing van een nieuwe deskundige wanneer de aangewezen deskundige zijn opdracht weigert. In de bespreking van het artikel staat dat "het [...] daarbij [...] niet [gaat] om een deskundige die zijn opdracht niet naar behoren vervult en die moet vervangen worden. Art. 979 is dan ook niet van toepassing". Bijgevolg kan tegen zulk een beslissing geen beroep worden ingesteld, in de zin van het ontworpen artikel 963.

---

<sup>(11)</sup> Artikel 25 van het voorontwerp, tot wijziging van artikel 972bis van het Gerechtelijk Wetboek.

<sup>(12)</sup> Verslag van het Hof van Cassatie, 2008, "*De lege ferenda* - voorstellen van het openbaar ministerie", blz. 201 tot 203; Rapport de la Cour de cassation, 2008, "*De lege ferenda* - propositions du ministère public", blz. 190 en 191.

<sup>(13)</sup> Ontworpen artikel 972, § 2, eerste lid.

Er kan een verband worden gelegd tussen dat systeem en het systeem vastgesteld in dezelfde ontworpen bepaling, paragraaf 2, vijfde lid, in geval van een niet-toegestane afwezigheid van de deskundige op de installatievergadering. In laatstgenoemd geval moet de rechter "onmiddellijk [uitspraak doen] over zijn vervanging overeenkomstig artikel 979". Daaruit volgt dan ook dat in dat geval tegen de beslissing beroep kan worden ingesteld (ontworpen artikel 963). De twee situaties zijn weliswaar niet identiek, maar in de beide gevallen vindt het voorval helemaal aan het begin van de onderzoeksmaatregel plaats en heeft de deskundige nog niets gedaan. Dit tweevoudig stelsel voor het regelen van voorvallen in dat stadium lijkt dan ook niet gerechtvaardigd.

De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

4. De ontworpen artikelen 972, § 1, vierde lid, en 972, § 2, zevende lid, vijfde streepje, hebben betrekking op de eventuele consignatie (cf. de bewoordingen "in voorkomend geval"). In de bespreking van het artikel staat dat "de rechter overeenkomstig artikel 987 ook vrij [moet] blijven in de bepaling tot consignatie van een voorschot en de vrijgave ervan. Zo moet de rechter bijvoorbeeld voor de kleine, courante deskundigenonderzoeken nog steeds kunnen oordelen dat een consignatie niet nodig is"<sup>14</sup>. De vraag rijst of het mogelijk is dat in dat geval geen voorschot wordt geconsigneerd dan wel of, is dat niet het geval, een rechtstreekse en onmiddellijke betaling van de kosten en de erelonen denkbaar is (vergelijk met de artikelen 987 en 991 van het Gerechtelijk Wetboek)<sup>15</sup>.

---

<sup>(14)</sup> Zie G.H., 24 februari 2009, *Ius & Actores*, 2009, blz. 135, inz. B.9.1 en B.9.2. Samen met dat arrest is een noot van D. MOUGENOT gepubliceerd, "Aspects financiers de l'expertise judiciaire et sanction pénale - la Cour constitutionnelle valide la réforme".

<sup>(15)</sup> Er worden uitdrukkelijk vereenvoudigde regels gegeven voor het geval dat de deskundige slechts in beperkte mate optreedt, in de zin van de artikelen 985 en 986 van het Gerechtelijk Wetboek.

### Artikel 26

1. Deze bepaling wordt aangepast om rekening te houden met het geval waarin een nieuwe deskundige wordt aangewezen bij "weigering van de opdracht door de deskundige". Voor zover daarin ook het geval zou worden geregeld dat de deskundige afwezig is op de installatievergadering <sup>16</sup>, zouden in de zinsnede "of een weigering van de opdracht door de deskundige" de woorden "of een" vervangen moeten worden door een komma, en zouden de woorden "of ongewettigde afwezigheid van de deskundige op de installatievergadering," na deze zinsnede moeten worden toegevoegd.

2. Dit artikel voorziet uitdrukkelijk in de "blijvende adiëring" ("saisine permanente") van de rechter, aan wie de zaak niet wordt onttrokken na het aanstellen van de deskundige, maar die beschikbaar blijft om voorvallen te beslechten die zich gedurende het deskundigenonderzoek kunnen voordoen <sup>17</sup>, zonder dat het beginsel van de devolutieve kracht van het hoger beroep eraan te pas kan komen <sup>18</sup>.

### Artikel 28

(wijziging van artikel 976, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek) <sup>19</sup>.

De bepaling kan eenvoudiger als volgt worden gesteld :

"Tenzij de rechter hem voordien heeft bepaald, bepaalt de deskundige, rekening houdende met de aard van het geschil, een redelijke termijn [...]".

Zo lijken immers de beide gevallen beoogd in artikel 972 (er is al dan niet een installatievergadering <sup>20</sup>) geregeld te zijn.

<sup>(16)</sup> Zie *supra*, opmerking 3 bij artikel 24.

<sup>(17)</sup> D. MOUGENOT en O. MIGNOLET, *op.cit.*, blz. 232, nr. 31.

<sup>(18)</sup> Zie *supra*, ontworpen artikel 963, § 2.

<sup>(19)</sup> En niet artikel 976, eerste lid, zoals aangegeven in het voorontwerp.

<sup>(20)</sup> Cf. het ontworpen artikel 972, § 2, 7/

### Artikel 32

In het ontworpen artikel 979, § 1, tweede lid, zou, naar het voorbeeld van wat bepaald is in het ontworpen artikel 962, tweede lid (artikel 21 van het voorontwerp), voorgeschreven moeten worden dat de rechter alleen bij een met redenen omklede beslissing mag afwijken van de keuze van de partijen.

### Artikelen 33 en 34

Deze bepalingen gaan onder meer over de neerlegging ter griffie van stukken door de deskundige nadat hij gehoord is, in welk geval "de partijen of hun raadslieden [...] hiervan kennis [kunnen] nemen". Behoort er geen plaats te worden ingeruimd voor de omstandigheid dat die stukken vóór de terechtzitting worden neergelegd en vooraf aan de partijen worden bezorgd, wat procedurevertragingen zou kunnen voorkomen ?

### Artikel 36

Deze bepaling gaat over de vervanging van een woord in de Nederlandse versie van artikel 988, derde lid.

De Raad van State wijst erop dat in die bepaling niets staat over de procedure die gevolgd moet worden, zodat het gemene recht van artikel 973 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing is. Gaat het hier niet om een verregaand formalisme, gezien het soort voorval <sup>21</sup> ?

---

<sup>(21)</sup> Vergelijk, voor een minder verregaand formalisme, met het ontworpen artikel 972, § 1, met betrekking tot de vervanging van de deskundige wanneer de door de rechter aangewezen deskundige zijn opdracht weigert; in dat geval zou evenwel gepreciseerd kunnen worden dat, indien de partijen of één daarvan opmerkingen maken binnen de opgegeven termijn, de griffie de partijen en de deskundige oproept, zoals in artikel 973, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek staat (voorstel gedaan door D. MOUGENOT en O. MIGNOLET, *op. cit.*, p. 257, nr. 79). Een variant zoals die welke voortvloeit uit het ontworpen artikel 974, § 2, is ook denkbaar.

### Artikel 37

Door op algemene wijze <sup>22</sup> te voorzien in de mogelijkheid om op verzoek van de meest gerede partij de verplichting tot consignatie afdwingbaar te maken ten laste van een andere partij, kan artikel 989 van het Gerechtelijk Wetboek, aldus aangepast, de doeltreffendheid van de onderzoeksmaatregel alleen maar versterken. In dat geval zal de procedure die zijn van artikel 973 van het Gerechtelijk Wetboek (de zaak blijft aanhangig bij de rechter die de onderzoeksmaatregel heeft bevolen) en zal tegen de gewezen beschikking noch verzet noch hoger beroep kunnen worden aangetekend (zie ontworpen artikel 963).

Het staat dus enkel aan de meest gerede partij, en niet aan de deskundige, om dat soort voorval vóór de rechter te brengen. De redenering is logisch aangezien, enerzijds, de deskundige in dat stadium geen recht heeft op het voorschot en, anderzijds, de bepaling voortaan duidelijk stipuleert dat de deskundigen de uitvoering van hun opdracht in voorkomend geval mogen uitstellen tot aan de consignatie (dat verklaart het ontworpen artikel 972, § 1, vierde lid).

Het ontworpen artikel 989, derde lid, zou duidelijker gesteld kunnen worden als volgt :

"De deskundigen kunnen in voorkomend geval de vervulling van hun opdracht uitstellen totdat ze overeenkomstig artikel 987, derde lid, ervan op de hoogte worden gebracht dat het voorschot in consignatie is gegeven".

Zo zou eenzelfde formulering worden gebruikt als in artikel 972, § 1, vierde lid.

---

<sup>(22)</sup> Zoals in de artikelsgewijze bespreking staat, voorzag het vroegere artikel 990 van het Gerechtelijk Wetboek daadwerkelijk in deze regeling, maar was geoordeeld dat de beschikking tot vaststelling van het bedrag van het voorschot (artikel 990, vierde lid) alleen uitvoerbaar kan worden verklaard ten laste van de partij die bij het derde lid van artikel 990 van het Gerechtelijk Wetboek wettelijk tot consignatie gehouden is (Bergen, 28 juni 1977, Pas., 1978, II, blz. 32, aangehaald door A. FETTWEIS, *Manuel de procédure civile*, Luik, 1987, blz. 394, nr. 545).

Om alle situaties die zich kunnen voordoen te omvatten, kan het nuttig zijn de mogelijkheid van een schorsing van de uitvoering van de werkzaamheden in te bouwen, zodat het lid als volgt zou kunnen worden gesteld :

"De deskundigen kunnen in voorkomend geval de vervulling van hun opdracht schorsen of uitstellen [...]".

### Artikel 39

De laatste zin van deze tekst zou gesteld kunnen worden als volgt :

"Vervolgens wordt het eventuele saldo door de griffier of de kredietinstelling ambtshalve terugbetaald aan de partijen naar rato van de bedragen die zij in consignatie moesten geven en die zij ook daadwerkelijk hebben geconsigneerd."

Het laat zich immers aanzien dat de terugbetaling aan de partijen ambtshalve dient te geschieden door zowel de griffie als de kredietinstelling. Als deze tweede zin bovendien ingeleid wordt met het woord "vervolgens", volgt daar noodzakelijkerwijze uit dat de begrote staat op voorhand voorgelegd zal zijn aan de kredietinstelling.

Afdeling II - Aanpassing van wettelijke bepalingen in uitvoering van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemersloketten en houdende diverse bepalingen.

Onderafdeling 2 - Wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek

### Artikel 41

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat artikel 43, eerste lid, 2/, van het Gerechtelijk Wetboek reeds vervangen is bij artikel 7, a), van de wet van 5 augustus 2006 tot wijziging van sommige bepalingen van het

.../...

Gerechtigd Wetboek met het oog op de elektronische procesvoering, teneinde de verwijzing naar de inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen daarin op te nemen. Deze bepaling treedt in werking op een datum die door de Koning wordt bepaald en uiterlijk op 1 januari 2011.

Het verdient derhalve aanbeveling dat de Koning het voornoemde artikel 7, a), in werking laat treden.

#### Artikel 42

Artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek handelt over de bevoegdheid van de rechtbank van koophandel. Het betreft dus een bepaling die valt binnen de toepassingsfeer van artikel 77 van de Grondwet. De wijziging daarvan valt derhalve eveneens onder de toepassingsfeer van artikel 77 van de Grondwet.

Artikel 42 van het voorontwerp zou dus opgenomen moeten worden in het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen betreffende justitie (I).

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 43 (wijziging van artikel 627, 7/, van het Gerechtelijk Wetboek) en 44 (wijziging van artikel 631, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek).

#### Artikelen 45, 46, 47 en 48

De bepalingen waarvan de wijziging in uitzicht wordt gesteld door de artikelen 45 tot 48 zijn vervangen of ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 29 mei 2000 houdende oprichting van een centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Er behoort in de inleidende zinnen melding te worden gemaakt van deze wet alsook van de latere wijzigingen in de bepalingen die door het voorontwerp gewijzigd worden.

De Raad van State merkt overigens op dat artikel 2 van de voornoemde wet van 29 mei 2000 nog niet in werking gesteld is door de Koning, wat voor moeilijkheden kan zorgen uit het oogpunt van artikel 108 van de Grondwet.

#### Onderafdeling 4 - Wijzigingen in de faillissementswet van 8 augustus 1997

##### Artikel 50

De datum van de faillissementswet behoort vermeld te worden.

Voorts zou het woord "worden" ingevoegd moeten worden, net voor de woorden "de woorden".

#### Afdeling III - Wijzigingen van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen

##### Artikel 56

1. Moet in de ontworpen paragraaf 5, eerste lid, de precisering niet behouden blijven dat het aantal werknemers uitgedrukt wordt in voltijdse equivalent ?

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 57 en 58 van het voorontwerp.

##### Artikel 59

Dit artikel laat afdeling III van hoofdstuk 3 in werking treden "de dag volgend op de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad".

Het is de Raad van State evenwel niet duidelijk waarom het nodig is te voorzien in zulk een korte termijn tussen de bekendmaking van de wet en de inwerkingtreding ervan.

Artikel 59 dient derhalve te vervallen.

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische aard

In de inleidende zinnen behoort melding te worden gemaakt van de nog van kracht zijnde wijzigingen in de bepalingen die door het voorontwerp vervangen of gewijzigd worden.

Aldus moet inzonderheid :

- 1/ in de inleidende zin van artikel 2, geschreven worden : "In artikel 490, tweede lid, 1/, van het Strafwetboek, vervangen bij de wet van 8 augustus 1997, worden de woorden [...]";
- 2/ in de inleidende zin van artikel 7, eveneens melding worden gemaakt van de wijziging aangebracht door de wet van 10 juli 1967 in artikel 187, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering;
- 3/ in de inleidende zin van artikel 15 geschreven worden dat artikel 1426, § 3, van het Burgerlijk Wetboek vervangen is bij de wet van 14 juli 1976;
- 4/ in artikel 44 vermeld worden dat artikel 631, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek vervangen is bij de wet van 4 september 2002;
- 5/ in artikel 56 melding worden gemaakt van de nog van kracht zijnde wijzigingen in de bepalingen die door het voorontwerp gewijzigd worden; dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 57 en 58 van het voorontwerp.
- 6/ in de inleidende zin van artikel 61 melding worden gemaakt van de nog geldende wijzigingen in artikel 695 van het Wetboek van Vennootschappen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 63 (ontworpen artikel 731, zevende lid, van het Wetboek van Vennootschappen) en voor artikel 64 (ontworpen artikel 746, zevende lid, van het Wetboek van Vennootschappen).

-----

De kamer was samengesteld uit

|          |                       |                                       |
|----------|-----------------------|---------------------------------------|
| de Heren | Y. KREINS,            | kamervoorzitter,                      |
|          | P. VANDERNOOT,        | staatsraden,                          |
| Mevrouw  | M. BAGUET,            |                                       |
| de Heren | H. BOSLY,             | assessoren van de afdeling wetgeving, |
|          | G. de LEVAL,          |                                       |
| Mevrouw  | A.-C. VAN GEERSDAELE, | griffier.                             |

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS